

Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

## **Gilets Jaunes : une mobilisation populaire à caractère insurrectionnel qui montre la nécessité d'une organisation révolutionnaire des masses**

### **UNE MOBILISATION QUI VIENT DE LOIN : LA LIQUIDATION PROGRESSIVE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE**

La mobilisation vient de loin mais ne surgit pas du hasard, deux ans après les défaites majeures des organisations ouvrières politiques et syndicales.

Alors que le vote Hollande de 2012 exprimait un rejet profond de la politique de Sarkozy et de l'UMP, celui-ci n'a eu de cesse de mener une politique au profit de la bourgeoisie française, n'hésitant pas pour cela à s'opposer frontalement à la classe ouvrière :

- par le dialogue social (conférences sociales auxquelles les directions syndicales ont toutes accepté de participer)
- par l'unité nationale et l'union sacrée - - au nom de la lutte contre le terrorisme (fruit par ailleurs de la politique impérialiste de la France) - avec là encore la duplicité des appareils du mouvement ouvrier, partis et syndicats
- par la répression des mobilisations sur fond d'état d'urgence, en chaussant sans sourciller les bottes des institutions réactionnaires de la Vème République (49.3, ordonnances, arsenal policier, militaire et juridique ...)

Du pacte de responsabilité à la loi NOTRe, poursuite de la casse de l'hôpital public, loi El Khomri, réforme de la justice, réforme des rythmes scolaires (...), au nom de la résorption de la crise, Hollande a poursuivi la RGPP de Sarkozy devenue MAP (Modernisation de l'Action Publique) et son lot de fusions et restructurations de services par des suppressions massives de postes de fonctionnaires, qu'aucune mobilisation n'a pu bloquer, à l'exception de celle, remarquable mais ponctuelle, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes..

La fracture entre la place politique traditionnelle du PS, centrale dans la représentation de la classe ouvrière au sein des institutions de la Vème République, et la politique menée en particulier par les gouvernements Hollande-Valls est devenu irréparable, et a conduit à son implosion pure et simple, avec la liquidation de sections entières. Il ne demeure plus, pour un temps, qu'un parti d'élus locaux, dont personne n'ose assumer l'héritage politique devenu honni. Le PCF, supplétif de longue date, et dans une moindre mesure la France Insoumise, dirigée par un ancien ministre socialiste, sont également emportés dans la tourmente.

Cette situation n'est pas isolée en Europe, dont nombre de pays ont connu une évolution similaire, mais avec des destins très divers : création du Mouvement 5 Etoiles en Italie et de Podemos en Espagne, arrivée au pouvoir d'une coalition d'anciens communistes et trotskistes (Syriza) en Grèce, virage massif à gauche du parti social-démocrate (Labour) au Royaume-Uni sous la direction de Jeremy Corbyn. En Allemagne, le phénomène se précise également, avec un SPD qui plafonne à 15% des intentions de vote et ne parvient même plus à jouer le rôle de supplétif de Merkel. Si partout les causes sont les mêmes (trahison des organisations ouvrières qui ont mené des politiques partout favorables à la bourgeoisie), les évolutions

politiques qui en ont résulté sont le produit des configurations particulières et des traditions propres aux mouvements ouvriers nationaux.

En France, et à la différence des autres pays, l'élection de Macron, qui est le produit de la défaite du combat contre la loi travail El Khomri, se déroule sur le cadavre encore chaud du PS non encore remplacé. L'abstention n'a jamais été aussi massive et l'élection de Macron puis d'une majorité de députés LREM à l'Assemblée nationale constituent une défaite de la classe ouvrière.

Cela autorise Macron à mettre en œuvre un programme bourgeois, anti-ouvrier : liquidation du Code du travail, baisse des APL, fin des contrats aidés, milliers de suppressions de postes de fonctionnaires, baisse des aides de l'Etat, mise en cause du financement de la Sécu (hausse de la CSG et baisse des cotisations sociales), allègement de l'ISF, etc.

### **L'HEURE ÉTAIT AU RASSEMBLEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE SOUS LA BANNIÈRE D'UN FRONT UNIQUE OUVRIER, PARTIS ET SYNDICATS**

Pour liquider le Code du travail, une cinquantaine de réunions ont associé les représentants syndicaux dans le cadre de la préparation des ordonnances. Tous ont accepté d'y participer en faisant croire qu'il était possible de défendre les revendications des salariés. Le gouvernement espérait qu'il n'y aurait pas d'opposition conflictuelle frontale avec les syndicats. En acceptant de participer, les directions syndicales ont permis au gouvernement d'appliquer son plan de division.

De fait la confédération FO n'a pas appelé à la mobilisation. La multiplication des journées d'action et le combat boîte par boîte lancé par la CGT ont ensuite émietté la mobilisation qui n'a pas pu, par ses seules forces spontanées, submerger le dispositif gouvernement-répression / journées saute-mouton / dialogue social. Cela a renforcé le sentiment que les syndicats sont institutionnalisés au point de ne plus servir les intérêts des travailleurs.

Les partis politiques d'origine ouvrière (PS, PCF, FI ...), laminés et divisés lors des élections présidentielles et législatives, ne représentaient plus pour les travailleurs une alternative contre les partis bourgeois.

Depuis, Macron a déroulé son programme politique avec la complicité des directions syndicales et en dépit des agitations de Mélenchon qui n'appelle à une révolution que dans les urnes.

La lutte à la SNCF, contre la privatisation, au printemps 2018 a été l'exemple de la duplicité des centrales syndicales, la direction confédérale et fédérale de la CGT en tête. Tout ceci concoure au rejet des formes d'organisations traditionnelles de la classe ouvrière, ses partis et ses syndicats, et a abouti finalement à la mobilisation des gilets jaunes.

La mobilisation des Gilets Jaunes pose la question du pouvoir : dès les premiers ronds-points bloqués, elle s'est davantage axée contre Macron et le gouvernement que contre la hausse des prix des carburants.

Toute la politique de Macron est rejetée par les masses qui en sont les principales victimes. Le mot d'ordre « Macron démission » a été massivement repris dans toutes les manifestations.

En posant la question des « taxes » et du « pouvoir d'achat » les manifestants ciblent Macron, le pouvoir et en dernière analyse la question de l'organisation de la société au profit des possédants et des plus riches.

Avec 282 000 selon la police le 17/11, chiffres sous-estimés, la mobilisation des gilets jaunes n'a pour autant pas atteint les chiffres de manifestants constatés pendant les grèves contre la loi El Khomri. Pourtant cette mobilisation a fait vaciller le pouvoir. Deux raisons à cela : son caractère insurrectionnel et le refus de toute discussion avec Macron et son gouvernement.

Aussi, si les responsables syndicaux avaient organisé le blocage économique du pays, la grève générale, et réalisé la jonction entre les travailleurs et les Gilets Jaunes, la perspective du mouvement de virer Macron du pouvoir devenait perceptible.

### **La répression a été féroce**

Cette mobilisation revêt un caractère insurrectionnel car on n'avait pas vu de barricades depuis mai 68, comme on l'a vu à Paris sur les Champs-Élysées, et même dans plusieurs villes comme Toulouse, Bordeaux, Montpellier. Cette violence est à la hauteur de l'inflexibilité du gouvernement et de la répression féroce ordonnée par le pouvoir. Les rafles ont d'ailleurs montré que bon nombre d'interpellés étaient des gilets jaunes venus manifester et qui ont dû réagir, se défendre, face à la police.

Le bilan provisoire des manifestations du 8 décembre est lourd : 264 blessés dont 39 policiers, plus important encore que celui de la semaine précédente de 229 blessés dont 28 policiers. En tout, depuis le début du mouvement, mi-novembre, près d'un millier de personnes ont été blessées et parfois très gravement, mains arrachées, yeux arrachés, mâchoires détruites ...

Dérober le matériel de protections aux manifestants suscite l'indignation et jette de l'huile sur le feu. Pour peu qu'ils soient non-violents, avec l'intention légitime de se protéger contre la violence des armes utilisées par la police, ces intimidations finissent par inciter à ne plus « rester pacifique, puisque ça ne sert à rien », comme le confie Jean-Philippe interrogé par Mediapart.

Un nombre important de journalistes ont été également pris à partie par la police. Ainsi quatre syndicats de journalistes, le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT et FO, ont condamné les violences policières et « exigé des explications de la préfecture de police, du ministère de l'Intérieur et du gouvernement sur les consignes qui ont été données pour en arriver à cette situation ».

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, mi-novembre, la police a procédé à 4 523 interpellations, dont 4 099 ont débouché sur des gardes à vue. La mobilisation des lycéens contre la réforme des lycées et la sélection à l'entrée de l'université via le système Parcoursup est également prise pour cible du pouvoir : 151 lycéens de Mantes la Jolie sont mis à genoux, mains sur la tête ou menottés à l'aide de Rilsan, sous la surveillance d'agents armés. Cette répression s'explique non pas à cause de casseurs qui pillent des magasins mais bien pour répondre au caractère insurrectionnel de la mobilisation et terroriser les manifestants.

**Cette répression a été sinon rendue possible, en tout cas facilitée, par le refus des directions syndicales de FO et de la CGT d'appeler à la grève générale. Elles ont ainsi isolé ces manifestants. Alors que les lycéens tentaient dans leur mouvement de faire la jonction, les centrales syndicales manœuvraient pour sauver le gouvernement.**

La presse s'est attachée à montrer la composition hétérogène de la mobilisation. Cela a permis à la CGT de rejeter l'idée de manifestation aux côtés des gilets jaunes sous couvert de ne pas défilier avec l'extrême droite.

Fin octobre, la CGT avait publié un communiqué – qu'elle a d'ailleurs ôté de son site internet rapidement – où elle prenait très clairement ses distances avec la mobilisation du 17 novembre. Elle la qualifiait, avec un sens certain de la nuance, de « mobilisation d'extrême droite ». Au micro d'Europe 1 le 17 novembre, P. Martinez a réclamé que le gouvernement augmente le Smic pour calmer la grogne "légitime" des "gilets jaunes", réitérant son opposition à participer à la mobilisation du jour à cause de la présence de l'extrême droite.

En isolant ainsi la mobilisation, la direction confédérale empêchait de fait la jonction entre les salariés et le mouvement, laissait la place à une possible récupération politique et offrait les manifestants à la répression gouvernementale. Pire, les directions confédérales (CGT, CFDT ...) ont publié un communiqué le 6 décembre fustigeant les violences des gilets jaunes, légitimant ainsi la répression orchestrée par le gouvernement.

**C'est bien parce que la mobilisation posait la question du pouvoir que les directions CGT et FO ont lutté contre la jonction. Il s'agissait pour les directions confédérales de protéger Macron qui avait déjà un genou à terre. C'est la politique des appareils qui l'aide à se redresser en interdisant la convergence des luttes qui lui aurait porté un coup majeur.**

Pourtant certains syndiqués, militants, voire UL ou syndicats CGT ont participé à la mobilisation et ont appelé de leurs vœux à la jonction avec les Gilets jaunes. De nombreux gilets jaunes réclamaient le soutien de la CGT et appelaient à la convergence des luttes, notamment pour organiser des blocages. Ce fait montre qu'une part des manifestants ne rejette pas la CGT en tant que telle mais seulement sa direction d'apparatchiks. Notons que lorsqu'ils s'adressent aux « syndicats », les gilets jaunes citent quasi exclusivement le CGT, rarement FO mais jamais la CFDT, Solidaires ou d'autres.

L'enjeu politique est de parvenir à la nécessaire jonction des gilets jaunes des périphéries et des campagnes avec les travailleurs des villes, des métropoles en montrant que la défense des acquis (de la Sécu, des statuts particuliers et de la Fonction publique, des conventions collectives, des aides sociales etc.) ne pourra pas être assurée sans mettre en cause le gouvernement Macron. Macron concentre toute la haine des masses contre les nantis. La destitution de Macron est partout clamée.

**Aussi ce que montre la mobilisation est la nécessité de se réapproprier les syndicats comme outils de lutte.** Mais les débarrasser des bureaucrates syndicaux et les remplacer nécessite de s'organiser, y compris en leur sein.

Alors qu'un nouveau krach boursier se profile, la question de la productivité du travail, malgré la hausse des profits, va être au centre des besoins de la bourgeoisie. Les gouvernements à sa solde, ne vont pas manquer d'alourdir la facture pour les travailleurs, en liquidant ce qui reste d'acquis, notamment de salaire différé (assurance maladie, assurance chômage, retraites) et de services publics.

## **MOUVEMENT SPONTANÉ ET ORGANISATION**

Les revendications économiques des Gilets jaunes, les taxes sur les carburants, la hausse de la CSG, et au-delà la question du pouvoir d'achat, c'est-à-dire de la capacité des salaires versés à faire face aux dépenses pour vivre et faire vivre le ménage, posent de fait la question de la valeur de la force de travail. ...

Les mesures proposées par Macron ne trompent personne. La soi-disant augmentation du SMIC de 100 € est le versement anticipé d'une augmentation prévue de la prime d'activité. Cet argent ne sortira pas de la poche du patronat ! Concernant l'abandon de l'augmentation de la CSG pour certains retraités, notons simplement que dans le même temps le gouvernement a décidé de désindexer les pensions. En clair, l'inflation viendra reprendre le bénéfice de cette « mesure » dans moins d'un an.

Pire, les propositions de Macron lui permettent en réalité de poursuivre sa politique. Ainsi en exonérant de cotisations et en défiscalisant les heures supplémentaires, il vise non pas l'allègement (minime) d'impôt sur les revenus des salariés mais bien la désocialisation de cette partie du salaire qui ne sera plus soumise à cotisations. Il prive ainsi les caisses de Sécu d'une part de ressources et remettent en cause, au nom du déficit, les remboursements de médicaments, les arrêts maladie, les frais de santé en général, les moyens humains et matériel de l'hôpital public ...

Pire, en définitive, cette « exonération » est une part du salaire (différé) qui ne sera plus versée (indirectement) au travailleur. Elle sera avant tout un avantage pour le patron, et la valeur de la force de travail sera ainsi diminuée. Macron peut également utiliser la demande de baisse des taxes pour liquider encore plus de postes de fonctionnaires et de services publics. Or,

c'est encore les plus défavorisés qui en seront victimes. Il justifie les taxes pour le financement d'une politique écologique. Mais en supprimant les services publics de proximité comme il entend le faire sous couvert de suppressions de postes de fonctionnaires, il éloigne les usagers et les contraint à utiliser la voiture, les petites lignes SNCF étant de plus en plus abandonnées.

Le seul impôt socialement acceptable pour les ménages est un impôt sur le revenu fortement progressif. Il faut supprimer la TVA et toutes les autres taxes et les fusionner dans un impôt unique sur le revenu, par tranche de 1 à 99 %. Alors que le gouvernement met en œuvre une baisse progressive de l'impôt sur les sociétés, à l'inverse, le second impôt devrait être un impôt sur les entreprises. Ainsi chacun contribuera proportionnellement en fonction de ses possibilités. Au-delà des taxes c'est bien l'ensemble de l'organisation de notre société qu'il faut revoir et corriger. Pour le respect de l'environnement il faut nationaliser les filières de l'énergie et ne pas les laisser aux appétits des grands groupes capitalistes. Idem pour développer les réseaux de transports en commun et les rendre gratuits ...

Parallèlement, les revendications démocratiques des gilets jaunes se sont cristallisées sur la mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC), qui vise à retrouver une « véritable démocratie » via des propositions de loi ou d'abrogation faites directement par le peuple et par la révocation des élus. Le système actuel est dit démocratique mais c'est au sens bourgeois qu'il l'est. Lénine dans « l'Etat et la révolution » rapportait les propos d'Engels concernant le parlementarisme bourgeois : « *décider périodiquement pour un certain nombre d'années quel est le membre de la classe dirigeante qui foulera au pied et écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles, parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques* ».

Le RIC restera une illusion de démocratie si les institutions de la Vème république bonapartiste ne sont pas remises en question. Le RIC de fait s'oppose à la Constitution ; au-delà c'est toute la Vème République qu'il faut remettre en cause. Pour contrecarrer toute tentative de démocratie directe, populaire, et de remise en cause des institutions de la Vème République le gouvernement Philippe va lancer un grand débat public. C'est un leurre pour tenter de calmer les GJ.

La méthode est toujours la même depuis 68, l'Etat bourgeois tente d'associer les représentants du mouvement ouvrier par le dialogue et les conférences sociales, par les organes de cogestion, par les groupes de travail pour calmer la révolte. Son objectif en 2019 est de poursuivre coût que coût ses réformes pour accroître la productivité du travail en s'attaquant aux acquis et en piquant le salaire différé des travailleurs.

3 réformes sont annoncées : l'assurance chômage et l'accroissement du contrôle des chômeurs, la réforme des retraites avec le développement d'un système à points fluctuants et la fusion des caisses et la réforme-liquidation du statut des fonctionnaire.

Les communards en 1871 avaient trouvé un système véritablement démocratique. Dans des assemblées de quartiers, d'usine (...), ils désignaient leurs représentants, qui étaient mandatés et révocables à tout instant ! C'est tout l'enjeu du mouvement qui cherche à se structurer, à s'organiser. Le mouvement doit s'appuyer sur des délégués élus, mandatés pour porter les revendications des GJ.

Reste à définir un programme, sur la base revendications votées dans les AG des gilets jaunes expurgées de la fermeture des frontières qui ne protégera pas les travailleurs de l'exploitation capitaliste. Ce programme doit clairement affirmer la défense des travailleurs, des chômeurs, des précaires dont les intérêts sont fondamentalement incompatibles avec ceux de la bourgeoisie, du patronat.

Des AG de gilets jaunes ont adopté des revendications portant sur l'indexation des salaires et des retraites sur l'inflation, exigeant la gratuité des services publics (santé, transports), le droit au logement pour tous, la revalorisation des minimas sociaux.

La question qui est posée est : qui peut mettre en œuvre un tel programme ?

Ce programme s'attaque ou remet en cause la propriété privée des moyens de production.

Ce programme doit être repris par les organisations politiques qui disent soutenir le mouvement, comme FI, le PCF, quelques élus socialistes etc. L'objectif de ces partis, doit être de dégager Macron, par tous les moyens et pas que dans les urnes. Ils ont la responsabilité de s'unir sur cet objectif et postuler au pouvoir, à la place de Macron et de son gouvernement. Ils doivent s'appuyer sur la mobilisation populaire, s'appuyer sur les militants qui sont regroupés dans les ronds-points, sur les barrages, relayer leurs paroles, leurs revendications. L'absence d'unité et de soutien des organisations ouvrières laissera place à la réaction, à la récupération, notamment par le RN des Le Pen, Dupont-Aignan et Cie, mais aussi par Les Républicains et autres forces bourgeoises (UPR ...).

Mais jusque-là ces partis ont montré quand ils ont exercé le pouvoir et ou à maintes reprises qu'ils ne mettent pas en place concrètement l'esquisse d'un tel programme. La classe ouvrière doit les utiliser pour s'organiser et in fine construire, avec les plus conscients des travailleurs, une avant-garde révolutionnaire, un parti ouvrier révolutionnaire.

### **POUR METTRE EN CAUSE LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE ET SON SYSTÈME DE DOMINATION CAPITALISTE, IL FAUT CONSTRUIRE UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE**

Toutes les revendications, démocratique, fiscale, d'organisation des villes et des campagnes, de gratuité des transports ... sont incompatibles avec une société capitaliste, c'est à dire une société dont le moteur de la production est la réalisation du profit, société que défend Macron et son gouvernement. Cela engendre exploitation, répression, pillage des ressources, gaspillage et guerre. C'est la négation des individus qui n'appartiennent pas à la poignée des possédants, c'est l'anéantissement de l'environnement par une production anarchique.

Le mouvement spontané a montré ses forces mais aussi ses limites. Il a permis de poser frontalement la question du pouvoir, y compris au sein des organisations ouvrières, mais ne permettra pas de la résoudre, d'en finir avec une telle (dés)organisation de la société. L'Etat bourgeois, lui, est très organisé avec sa politique, sa justice et son armée. Seule l'organisation consciente de militants formés, aguerris, indépendants de l'organisation bourgeoisie permettra d'affronter la minorité bourgeoise qui détient la majeure partie des richesses et des moyens de production afin de réorganiser la société, la production sur d'autres bases.

Tôt ou tard, le mouvement spontané cherchera un débouché politique. C'est pourquoi il est nécessaire de s'atteler à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

### **A PROPOS D'UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE**

La mobilisation des gilets jaunes a eu des répercussions dans de nombreux pays. Partout où le capitalisme sévit, les masses sont exploitées, subissent la précarité et la misère. L'histoire a montré également que le socialisme dans un seul pays est vain. Dès lors, face à la finance internationale, et au système capitaliste mondial il convient de créer une organisation internationale des travailleurs dont l'objectif sera l'expropriation du capital sur toute la planète, la prise du pouvoir par et pour les masses exploitées des paysans et des travailleurs.

---

Imprimerie spéciale- n°I.S.S.N. 1291-4290

Prenez contact avec Révoltes

Site : <http://www.grouperevoltes.fr>

email : [contact@grouperevoltes.fr](mailto:contact@grouperevoltes.fr)

Page Facebook : <https://www.facebook.com/grouperevoltes/>

Compte Twitter : @GRevoltes